

el-oumami



ALGERIE



**Les Enseignements
du « Mouvement
de Printemps »**

2 DA

2 FE

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

INTRODUCTION

Comme nous avons déjà eu à le montrer l'année dernière, la mobilisation des masses en Kabylie contre la répression bourgeoise, pour la reconnaissance des langues populaires, la libération des détenus et les libertés politiques, a été un véritable tournant dans la lutte des classes en Algérie.

Les révolutionnaires qui soutiennent sans réserve ce mouvement et qui feront tout leur possible pour renforcer les structures autonomes qu'il s'est données, ont pour devoir de le populariser, de mettre en avant ses côtés forts et d'en tirer tous les enseignements qui serviront à tous les militants qui veulent préparer une riposte collective à l'exploitation et à la répression bourgeoise.

Cependant, les révolutionnaires ne s'arrêtent pas là. Il est aussi de leur devoir de montrer les faiblesses du mouvement non pas pour faire le procès de celui-ci ou des militants qui l'ont organisé, mais pour contribuer à renforcer le mouvement de masse. Nous appelons tous ceux qui sympathisent avec nos positions à participer dans les structures autonomes que le mouvement s'est données, pour le renforcer et défendre en son sein une orientation de classe.

Nous les appelons aussi à créer, là où ils n'existent pas, des noyaux de lutte, à participer au travail qui consiste à coordonner les différents comités existants, à se réunir dans des cercles clandestins autour de notre presse avec tous ceux qui s'intéressent au marxisme pour s'en servir comme arme de bataille politique et à prendre contact au plus tôt

avec nous pour éviter au maximum de faire ou de refaire des erreurs que ce soit d'ordre politique ou organisationnel et se familiariser avec le patrimoine de notre parti qui représente la cristallisation et la synthèse des expériences historiques du mouvement ouvrier et communiste international.

Avril 1981

Pour toute correspondance :

Editions Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

Directeur de publication : Saro

Supplément au Prolétaire n° 334

Imprimerie de l'éditeur

LES PROBLEMES QU'IL FAUDRA SURMONTER POUR MIEUX LUTTER

La signification politique du mouvement qui a secoué au printemps la wilaya de Tizi-Ouzou et Alger revêt une importance considérable. L'intervention sauvage des CNS et des darkis contre les travailleurs et les jeunes en lutte a permis de dévoiler dans le vif de l'action la nature bourgeoise de l'Etat en Algérie. L'irruption des masses dans la rue est une démonstration vivante de la faillite politique de toutes les institutions soi-disant "représentatives du peuple" au sein desquelles l'Etat bourgeois voulait confiner les masses pour mieux les embrigader.

Quand Chadli déclare que ce n'est pas en sortant dans la rue que l'on peut résoudre les problèmes et que les masses qui en ont marre des discours descendent dans la rue pour réclamer leurs droits, il y a une question qui se pose : Qui a raison ? Qui a tort ? Chadli qui représente la bourgeoisie algérienne ou bien les masses ? Par la réponse à cette question, les forces politiques se déterminent. Par rapport aux besoins des masses et à leurs aspirations. Par rapport à leur combat quotidien.

Il n'est donc pas étonnant que lors de cet épisode, aussi bien les "frères musulmans", les "Baathistes" que les "Pagsistes" (qui animent les structures de l'UNJA à l'université et travaillent dans l'appareil de l'UGTA) se soient retrouvés tous, quelle que soit la forme particulière qu'aient pris leurs agissements, du côté de la bourgeoisie et de son Etat. Les uns en montrant plus de zèle que les flics dans la répression des travailleurs et des jeunes

en lutte ; les autres en empêchant toute riposte effective sur le terrain de la force et de la violence collectives sous prétexte de combattre la "violence en général".

SEULE LA LUTTE PAIE

Mais les manifestations et les grèves du printemps ont permis de montrer quelque chose de plus important encore : les mobilisations qui ont eu lieu à Tizi et à Alger pour la libération des détenus et contre toutes les formes de la répression bourgeoise ont prouvé qu'il était possible de se mobiliser autour de ces questions politiques considérées jusque là comme un sujet tabou ou, pire encore, comme étant le "monopole" des organisations politiques, ce qui confortait évidemment la bourgeoisie.

Que la bourgeoisie se soit crue obligée d'inonder le marché de Tizi-Ouzou de tous les produits qui manquaient tout juste après les émeutes du 20 avril et qu'elle ait été contrainte de remettre en "liberté provisoire" les 24 camarades détenus à la prison de Berrouaghia et qui devaient passer devant la cour de sûreté de l'Etat de Médéa, voilà qui prouve que seule la mobilisation peut arracher nos revendications, que seule la force compte dans la lutte de classes !

LE BESOIN DE LA PREPARATION ET DE L'ORGANISATION

Nous avons également vu dans le mouvement du printemps l'importance considérable du travail qui consiste à jeter les bases de réseaux organisationnels indépendants des structures parachutées par l'Etat bourgeois bien avant le déclenchement des grèves et des manifestations. Malgré leur caractère embryon-

aire et leurs insuffisances, malgré les conditions raconieuses imposées par la bourgeoisie, ce sont les petits réseaux (comités d'instituts, comités de lycées, de cités universitaires, de quartiers, différentes coordinations etc.) qui ont pu impulser le travail de préparation de la lutte, d'information et de sensibilisation autour des revendications et de la question de la répression.

Voilà qui montre dans les faits que pour arracher le droit de grève, les travailleurs doivent utiliser leurs armes de classe, entre autres la grève (illégalité jusqu'à satisfaction des revendications, sans préavis, avec des piquets...). Que pour arracher le droit d'organisation, il ne sert à rien d'aller demander l'aumône à l'Etat bourgeois ou à ses "organisations de masse".

Le plus important, c'est de construire par un travail quotidien et de longue haleine le rapport de forces qui nous permettra d'arracher cette revendication sans sacrifier à l'ennemi notre indépendance par rapport à ses institutions et à ses agents. Cela signifie que nous devons commencer, bien avant l'orga et sans rien attendre, à tisser des liens, à nous réunir, à nous donner un minimum d'organisation, sans demander l'autorisation à l'Etat bourgeois.

Cela ne peut se faire, bien sûr, si nous ne prenons pas les précautions nécessaires pour que ni l'Etat ni ses agents du PAGS ne soient informés de ce que nous faisons, de nos forces réelles, de l'état de notre organisation, de nos problèmes etc. Cela suppose évidemment que nous combattons aussi la tendance, défendue notamment par les trotskystes du GCR, à travailler avec les "volontaires" ou à vouloir les ramener, comme cela a failli se passer dans un institut à Alger, dans des comités qui se

sont pourtant créés par opposition à l'UNJA et donc par opposition à la politique de collaboration de classe du PAGS.

GARE AU PROLETARIAT !

Le mouvement du printemps nous a montré surtout comment la classe ouvrière a pu profiter de la brèche ouverte par les étudiants pour se lancer dans la lutte avec ses armes de classe. La vigueur et la détermination avec lesquelles se sont battus les ouvriers de la SONELEC de Oued Aissi à Tizi contre les CNS sont un immense encouragement pour tous les ouvriers.

Les revendications que les ouvriers ont mises en avant, notamment la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées et les méthodes qu'ils ont utilisées (grève avec occupation, établissement de barricades et auto-défense ouvrière face aux CNS) augurent bien que le prolétariat, en s'éveillant, recourt instinctivement aux armes classiques du mouvement ouvrier international avant que celui-ci n'ait été provisoirement submergé par le réformisme dans les métropoles impérialistes.

Ce sont là des faits qui contribuent sans aucun doute à démclir toutes les constructions archi-mensongères des idéologues de la bourgeoisie algérienne qui prennent prétexte de la faiblesse numérique du prolétariat par rapport aux autres couches laborieuses pour lui dénier son rôle historique qui consiste à abattre le capitalisme, ainsi que son rôle d'avant-garde à la tête de tous les exploités et opprimés dans la lutte contre toutes les misères et toutes les discriminations.

Mais tous ces côtés forts qui nous permettent de dire que le mouvement du printemps a effectivement constitué un tournant dans la lutte de classes en

Algérie, ne peuvent cacher ses faiblesses que les communistes révolutionnaires ont pour devoir de faire ressortir pour contribuer à les surmonter et à faire avancer la lutte qui ne peut que s'intensifier avec l'approfondissement de la crise économique et sociale et ses conséquences catastrophiques du point de vue de la situation des masses.

Dès le début du mouvement, la bourgeoisie a tenté de combattre celui-ci en le taxant de "berbérisme" et de "régionalisme" pour barrer la route à toute manifestation de solidarité venant des autres régions. S'il est vrai que le mouvement qui s'est déclenché en Kabylie a vite gagné la capitale, force est de reconnaître malheureusement que l'extension du mouvement n'a pu déborder la wilaya de Tizi-Ouzou malgré les manifestations qui ont eu lieu à Alger et le fait que les secousses aient pu atteindre la petite Kabylie.

Pire : si en Kabylie le mouvement déclenché au départ par les étudiants de Tizi a pu assez vite gagner l'adhésion des lycéens, des ouvriers et même d'autres couches sociales (paysans, petits commerçants), il est par contre resté cantonné à Alger dans le milieu universitaire.

Malgré les tentatives de débrayage vite réprimées comme à Sétif et Constantine, la bourgeoisie a dans une certaine mesure réussi, même si cela n'aura qu'un temps, à faire passer le mouvement aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme un "phénomène Kabyle". Il faut dire que dans l'émigration, la bourgeoisie algérienne a pu compter sur les services de la presse impérialiste occidentale comme "Le Monde".

S'il est vrai que dès le début du mouvement les étudiants de Tizi ont tenu à préciser que la lutte contre les discriminations culturelles et linguistiques ne concerne pas seulement le berbère mais aussi l'arabe populaire, ce qui permet de faire la jonction avec les jeunes des régions non berbérophones, il n'en demeure pas moins vrai que le mouvement aurait eu tout à gagner en mettant en avant les revendications politiques pressantes qui touchent fortement les masses et qui peuvent donc les entraîner et qui sont d'une brûlante actualité (liberté d'expression, de grève, de réunion et d'organisation). Certes ces revendications ont été agitées par les étudiants, mais toujours après les revendications culturelles, ce qui ne pouvait que restreindre la portée sociale du mouvement.

LE BESOIN DE L'EXTENSION DU MOUVEMENT

La difficulté à pouvoir assurer l'indispensable extension du mouvement aux autres régions nous renvoie à un autre problème d'ordre organisationnel. Dans tous les grands centres urbains au moins, il existe des cercles, des noyaux ou des comités qui essaient de faire quelque chose contre l'état d'exception politique imposé par la bourgeoisie algérienne et ce, en dehors des structures officielles comme l'UNJA. Les niveaux d'activité de ces noyaux varient. Des divergences importantes peuvent exister.

Cependant, les conditions politiques dans lesquelles tous les travailleurs et jeunes qui veulent se battre sont obligés de lutter font que les liens existant entre tous ces noyaux sont très rares et quand ils existent, ils ont un caractère "artisanal" où tous les niveaux de la lutte de classe sont confondus, où une divergence politique suffit parfois à exclure tout travail en commun sur le terrain immédiat ou "syndical".

Le confinement de la lutte dans la seule wilaya de Tizi-Ouzou et son incapacité à sortir du carcan universitaire à Alger montrent qu'il est temps que tous les noyaux existant en Algérie se concertent en dehors de l'influence de la bourgeoisie et de ses agents autour des problèmes posés par la lutte de classe à l'heure actuelle.

Le but est d'arriver à constituer des réseaux organisatifs qui, tout en se préservant sérieusement et fermement contre les pénétrations policières, soient ouverts, sans aucun préalable politique ou idéologique, à tous les travailleurs et jeunes qui veulent se battre pour les revendications immédiates dont les masses ont un besoin pressant pour respirer et pour s'organiser à une vaste échelle en utilisant les méthodes de la lutte directe qui excluent tout jeu avec l'ennemi si on veut vraiment éviter de tomber dans les innombrables pièges qu'il ne manque pas de nous tendre.

EVITER LES PIEGES DE L'ENNEMI

Par ailleurs, le mouvement n'était pas exempt de comportements qui nous semblent aller à l'encontre de son renforcement. Ainsi en est-il du comportement qui consiste, par souci "tactique" et dans l'espoir illusoire d'échapper de la sorte à la répression bourgeoise, à invoquer la "Charte nationale" et la constitution algérienne pour ce qui concerne la promotion du "patrimoine culturel national", la "liberté de conscience", etc.

Or, personne ne peut ignorer que même sur ce terrain, les textes de la bourgeoisie ne répondent pas aux besoins du mouvement. La "liberté d'expression" qui est consignée dans ces textes est un non-sens pour la simple raison qu'elle doit être confinée

dans le cadre du FLN et des institutions de l'Etat bourgeois. Lutter pour arracher les libertés politiques, syndicales et culturelles dont nous avons besoin et que l'Etat ne peut nous concéder que si nous imposons un rapport de forces suffisamment en notre faveur pour le faire reculer et invoquer en même temps la "Charte nationale", c'est se tromper soi-même. Ce qui ne peut qu'avoir des effets néfastes sur le mouvement.

Ce ne sont pas des considérations morales qui nous guident. Mais ceux qui se battent ont besoin de la vérité. Ils ont besoin de savoir ce qui les attend. Comment expliquer alors à ceux qui luttent que la bourgeoisie soit intervenue aussi féroce contre le mouvement s'il ne s'agissait que de revendications déjà prévues par la Charte et la constitution ? Ne risque-t-on pas de tomber dans le piège des "Pagsistes" qui expliquent à travers l'UNJA que la responsabilité de la répression incombe seulement aux autorités locales de Tizi pour blanchir l'Etat bourgeois de ses crimes ?

Le fait que la bourgeoisie ait tenté de discréditer le mouvement en alléguant que celui-ci avait un caractère "régionaliste" et "séparatiste" a rendu difficile la démarcation de classe qui aurait pourtant été facilitée par l'entrée généreuse des ouvriers et des paysans pauvres dans la lutte contre la répression qui s'est abattue sur les jeunes en Kabylie.

En effet, pour contrecarrer la propagande mensongère de la bourgeoisie, le mouvement a été en quelque sorte obligé de mettre en avant le mot d'ordre de l'"unité nationale". Il est vrai que le mouvement ne la remettait pas en cause en la comprenant comme "unité territoriale" de l'Algérie et que c'était une force que de rappeler à la bourgeoisie, qui a une conception pour le moins courte de la nation au sens moderne, puisée dans l'arsenal réformiste-islamique

de Ben Badis (une Nation égale forcément une langue, une religion), que la coexistence de plusieurs langues n'a rien d'incompatible avec la constitution d'une nation en Etat national.

Mais force est de constater que cela entrave la cristallisation des contradictions et des positions de classe dans une période où tout annonce que l'"unité nationale" au sens du "front entre toutes les classes" forgée durant la guerre anti-coloniale est appelée à laisser la place à une guerre de plus en plus ouverte entre les classes que le développement capitaliste depuis l'indépendance n'a cessé de différencier et d'opposer du point de vue économique et social.

MOUVEMENT DE MASSE ET GROUPES POLITIQUES

Un autre problème nous permet de voir à quel point le poids de l'idéologie dominante est resté malheureusement fort, même au sein du mouvement qui a secoué la Kabylie et Alger au printemps. Il s'agit du problème du rapport du mouvement avec les courants et organisations politiques.

Nous retrouvons ici également le souci de vouloir mener la lutte au moindre frais. En soi, cela est tout à fait compréhensible. Mais le mouvement a vu apparaître en son sein des comportements faux : c'est par exemple la croyance que l'on va éviter la répression bourgeoise si on se démarque publiquement de toutes les organisations politiques clandestines.

Le problème est le suivant. Quand les classe possédantes ont investi au lendemain de l'indépendance l'appareil d'Etat, elles ne sont pas passées par trente six chemins pour assurer la paix sociale sans laquelle elles ne pouvaient prétendre à un quelconque développement et enrichissement : la lassitude et la déception des masses en 1962 aidant, c'est par

la répression violente de toutes les révoltes des années 1963-64 et la mise au pas de tous les secteurs remuants qu'elles ont réussi finalement à faire leur chemin, celui qui a mené en 15 ans à ce qu'il y ait en Algérie plus de...2000 milliardaires !

Dans ces conditions, la résistance sociale et politique a été limitée aux quelques carrés de combattants qui ont refusé de courber l'échine et ont continué à mener un travail clandestin, le plus souvent avec les idées du passé. La bourgeoisie n'a pas hésité à mener une véritable guerre contre tous ces foyers d'opposition : enlèvements, emprisonnements, assassinats, calomnies, etc. Mais la bourgeoisie n'en est pas restée là. Elle a pu, grâce à ses mass-media mais aussi grâce à ses réseaux parallèles patronnés directement par la SM, entretenir un climat de terreur psychologique visant à isoler tout militant politique clandestin en tablant sur la toute puissance de la SM.

Or, tout cela ne peut fonctionner -très relativement- qu'en l'absence d'un mouvement de masse d'envergure. La bourgeoisie était impitoyable vis-à-vis des militants clandestins parce que dans une "bonne période" le danger social menaçant ses intérêts venait surtout de ce côté. Il est évident que dans une période comme celle d'aujourd'hui, où le mouvement de masses refait surface sur la scène politique, il serait pour le moins ridicule de croire que la dénonciation publique des militants politiques clandestins pourrait économiser au mouvement de masse les coups de la répression bourgeoise.

D'ailleurs, si la répression s'est déchaînée sur un mouvement qui n'était même pas suffisamment préparé et organisé, comment peut-on penser que la bourgeoisie pourra être plus indulgente le jour où nous serons mieux préparés et mieux organisés ?

NOUS N'AVONS AUCUN COMPTE A RENDRE A LA BOURGEOISIE

Certes, la question des rapports entre le mouvement de masse et les organisations politiques est une question sans doute délicate. Rien n'est plus facile que de montrer aujourd'hui que la plupart des organisations politiques qui constituent l'"opposition" algérienne ont été en-deça des besoins du mouvement de masse. Il en va ainsi pour les démocrates bourgeois du FFS, pour les nationalistes et populistes petits-bourgeois du PRS, mais aussi pour les centristes bavards que sont les groupuscules trotskystes.

Il est exact que toutes ces organisations qui ne se placent pas sur le terrain de la lutte de classe intransigeante seront à un moment ou un autre amenées à trahir les exigences réelles du mouvement de masse, du fait même qu'elles sont susceptibles soit de se compromettre avec l'Etat bourgeois en échange de quelques strapontins gouvernementaux et de quelques changements de décor politique (FFS, PRS), soit de faire le jeu du stalinisme contre-révolutionnaire par suivisme "tactique" à son égard (ce qui est le cas des trotskystes).

Mais il n'en demeure pas moins vrai que si ces organisations politiques sont incapables de satisfaire les besoins de la lutte de classe, cela n'est pas dû à leur caractère politique en soi. Leur impuissance vient plutôt de leur nature de classe petite-bourgeoise, de leur programme politique, de ses fondements théoriques, qui déterminent leur pratique opportuniste et conciliatrice.

Ce faisant, les militants qui se battent pour faire avancer le mouvement ont le droit de critiquer sans relâche les orientations et les méthodes qui paralysent la lutte ou tout simplement ne l'aident pas à avancer. Mais leur critique part des besoins pas à pas de la lutte, des expériences vivantes, pour

les opposer, le cas échéant; à telle ou telle tactique ou telle méthode.

Des militants qui veulent se placer sur le terrain de l'affrontement général avec l'Etat bourgeois peuvent aussi émettre des critiques politiques contre tel ou tel courant pour montrer le lien indissoluble qui existe entre ses méthodes et sa pratique d'une part, et son programme politique d'autre part. Là également il faudra démontrer politiquement ce qu'on affirme pour éviter les calomnies qui jettent la confusion parmi les masses et qui finalement servent la bourgeoisie. En tous cas, il est exclu de recourir à la dénonciation publique des militants politiques clandestins.

L'important, c'est que nous n'ayons aucun compte à rendre à la bourgeoisie. Si, effectivement nous avons des comptes à rendre en tant que militants de la cause ouvrière, c'est au mouvement de masse que nous devons les rendre, aux masses qui luttent, qui se sacrifient pour en finir avec ce monde de mensonges et de misères. Les méthodes policières qui consistent à dénoncer publiquement des militants clandestins et à les envoyer ainsi en prison et à la torture, il faut les laisser aux contre-révolutionnaires du PADS qui auront des comptes à rendre demain aux masses qui sauront venger la chair de leur chair, leurs enfants vendus aux bourreaux de la bourgeoisie par ces traîtres qui n'ont pas honte de se proclamer "avant-garde socialiste".

Nous espérons avoir donné quelques indications utiles à tous les militants soucieux de renforcer les luttes qui ne tarderont pas à ressurgir pour relever le défi de cette bourgeoisie cynique qui alourdira le fardeau de toutes nos souffrances si nous ne nous unissons pas pour lui déclarer la guerre de classe.

Septembre 1980

POUR L'ORGANISATION AUTONOME DES MASSES !
POUR LE PARTI DE CLASSE REVOLUTIONNAIRE !

Un an après les manifestations du printemps dernier contre la répression bourgeoise, pour la reconnaissance des langues populaires, pour les libertés politiques et syndicales, pour la libération des détenus, le mouvement vient de reprendre en Algérie. Grève générale en Kabylie et à Bouira contre la farce du "dossier culturel" made in FLN, grève de solidarité des étudiants d'Alger, multiplication des grèves ouvrières, manifestations de colère dans certaines régions (Béjaia, El-Asnam).

L'opération "coup de poing" menée par le pouvoir n'a été qu'un lamentable échec à son actif vu que le mouvement de masse s'est embrasé de plus belle et s'est généralisé. Voilà ce que nous pouvons lire dans le tract d'appel à la grève générale du 15 mars 1981. La bourgeoisie a beau réprimer féroce, elle n'a pas réussi, elle ne réussira pas à intimider le mouvement de masse. Celui-ci en est conscient aujourd'hui en Kabylie. Quel magnifique exemple pour les masses exploitées et opprimées des autres régions !

La bourgeoisie algérienne avait libéré les 24 camarades qui étaient détenus à Berrouaghaia et les 21 de Qued-Amizour. Le mouvement de masse lui répond à travers le tract d'appel à la grève générale rédigé en AG : "Ce ne sont guère là que des manoeuvres pour lui permettre de sauver la face et "refroidir" le mouvement de masse... protestons où que nous soyons pour montrer que nous n'avons pas oublié, que nos positions n'ont pas changées et que nous sommes déterminés à continuer la lutte jusqu'à la pleine satisfaction de nos revendications".

La grève générale du 15 mars et plus généralement la reprise du mouvement de masse montre clairement que la démagogie des bourgeois ne paie plus. La dé-

termination et l'ampleur du mouvement augurent d'un tournant dans la lutte de classes en Algérie. Plus rien ne sera comme avant. La bourgeoisie le sait. Elle a été cette fois-ci plus prudente que durant les manifestations du printemps dernier de peur que sa violence ne contribue à la radicalisation et à l'extension du mouvement social. Elle fait des efforts pour restructurer le FLN, sa milice politique, dans le but de contrôler le mouvement social. Elle encourage les bandes de "frères musulmans" et de "Baathistes" à servir pour intimider le mouvement de masse. Cependant, tous ces aspects sont d'un point de vue un indice de nature à encourager les militants combattifs car ils montrent que la bourgeoisie a peur du développement et surtout de l'organisation du mouvement de masse.

En effet, la leçon la plus importante que la grève générale de Kabylie nous permet de tirer est celle-là même que nous n'avons jamais cessé de développer dans notre presse : l'importance considérable du travail qui consiste à jeter les bases de réseaux organisationnels indépendants des structures parachutées par l'Etat bourgeois dans le but d'embrigader les masses et ce, bien avant que les conditions objectives ne soient vraiment mûres pour le déclenchement d'un vaste mouvement de masse, c'est-à-dire bien avant les explosions de colère qui, en l'absence de préparation et d'organisation au moins embryonnaires, ne débouchent pas sur grand chose. Malgré leur caractère embryonnaire et les multiples carences qu'ils n'ont pu encore dépasser, malgré les conditions draconiennes imposées par la bourgeoisie, ce sont ces petits réseaux (comités de lycées, d'instituts, de quartiers) qui ont su, en se coordonnant, impulser et organiser le travail de préparation de la grève générale (sensibilisation et information, organisation matérielle, équipes d'intervention dans les villages et les entreprises...)

Ce sont les exigences de la lutte et de la défense quotidienne qui ont permis, il y a quelques années, aux militants combattifs de poser concrètement le besoin de l'organisation en comités autonomes. Ce sont les exigences de l'extension et du renforcement du mouvement de masse qui posent encore aujourd'hui le besoin de la coordination, à commencer entre la Kabylie et Alger, et d'une organisation beaucoup plus forte, capable de déjouer les manœuvres de l'ennemi et surtout de faire face à toute tentative visant à casser le mouvement par la violence.

Certes, nous comprenons parfaitement que le mouvement doive se protéger contre les multiples provocations qui chercheraient à l'envoyer dans un affrontement violent avec l'Etat bourgeois sans qu'il soit suffisamment préparé et armé mais il ne demeure pas moins vrai que dès aujourd'hui les militants d'avant-garde doivent combattre toute illusion suivant laquelle si le mouvement de masse se lance dans la lutte de manière pacifique, il évitera à coup sûr la répression bourgeoise. Les manifestations du printemps dernier n'étaient-elles pas pacifiques ? Et comment expliquer alors l'intervention sauvage des CNS ? Le mouvement de masse doit se préparer dès aujourd'hui, à affronter la violence bourgeoise, à défendre ses militants qui seront frappés par la répression, à protéger l'embryon d'organisation qu'il s'est donné.

Les revendications mises en avant par le mouvement de Tizi-Ouzou intéressent l'ensemble des masses exploitées et opprimées en Algérie. Mais il ne suffit pas d'agiter des revendications unifiantes comme par exemple les libertés politiques et syndicales, pour que le mouvement se généralise à l'ensemble du territoire. Il faut que les comités existant à Tizi fassent la jonction avec toutes les luttes et tous les noyaux combattifs existants dans d'autres régions. Nous n'ignorons pas les difficultés pratiques que suppose un tel travail de liaison et d'organisation. Mais

l'extension et le renforcement du mouvement des masses sont à ce prix !

La faillite des partis de la soi-disant "opposition démocratique" dont l'impuissance à faire un travail minimum d'organisation des masses suffit pour le disqualifier aux yeux des militants combattifs, le souvenir tout frais de l'histoire du FLN qui a empêché les masses insurgées contre le colonialisme de profiter des fruits de l'indépendance, ouvrant la voie à la nouvelle bourgeoisie qui ne finit pas d'accumuler ses richesses sur le dos des travailleurs, ce sont là des phénomènes qui n'ont pas manqué d'engendrer au sein du mouvement de masse des courants hostiles à tout parti politique.

Pourtant, l'organisation autonome des masses sur des bases de classe à laquelle les communistes véritables n'hésiteront pas à se consacrer de toutes leurs forces, pour indispensable qu'elle soit en vue de riposter à la répression bourgeoise et arracher à l'Etat des capitalistes les revendications des masses, demeurera insuffisante si on se place du point de vue de la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois armé jusqu'aux dents et dont les mailles organisatives se rejoignent dans un centre de décision unique.

A l'unité de décision de la bourgeoisie par dessus ses querelles de factions qu'elle sait d'ailleurs reléguer au second plan au moment de l'affrontement avec les masses, la classe ouvrière, à la tête de tous les exploités, doit opposer une unité d'orientation, de volonté, de décision et d'action ! Pour cela elle a besoin du parti communiste révolutionnaire qui doit regrouper dans ses rangs la partie de la classe la plus résolue et la plus consciente ainsi que tous les révolutionnaires sincères qui veulent en finir avec la société bourgeoise.

Partout où cela est possible, dans toutes les AG, dans tous les comités, mettons en avant les revendications brûlantes des masses !

- AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES ! PAS DE SALAIRE INFERIEUR A I 600 DA !
- DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL !
RETOUR IMMEDIAT A LA SEMAINE DE 40 HEURES !
- UN LOGEMENT DECENT POUR LES TRAVAILLEURS !
- RECONNAISSANCE DES LANGUES POPULAIRES !
- EGALITE TOTALE DES DROITS POUR LES FEMMES !
- LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES ET SYNDICAUX !
- LEVEE DE TOUTES LES CONDAMNATIONS ET DE TOUTES LES POURSUITES !
- LIBERTES DE GREVE, DE REUNION, D'ORGANISATION ET DE MANIFESTATION !

Mettons en avant les méthodes de l'action directe qui ne doit compter que sur le nombre, l'union et l'organisation autonome des masses !

- Pour arracher nos revendications, utilisons l'ARME DE LA GREVE LA PLUS GENERALE POSSIBLE, sans préavis ni limitation de durée ;
- montrons notre force à nous même pour donner du courage à tous nos frères de misère et à l'Etat des bourgeois pour qu'il cède à nos revendications, MANIFESTONS DANS LA RUE A CHAQUE FOIS QU'IL Y A UNE GREVE IMPORTANTE !
- Aucune confiance dans l'Etat des bourgeois et des démagogues. Toujours sur nos gardes pendant la lutte, jour et nuit. ORGANISONS-NOUS POUR METTRE SUR PIED DES GROUPES D'AUTO-DEFENSE ! ET DES EQUIPES POUR CONTACTER D'AUTRES COMITES !